

Destination paradis

Alors que les touristes européens profitent de vacances de rêve sur les plages tunisiennes, la police traque violemment les migrants en mer et le long des côtes pour les expulser. Les souffrances humaines causées par les actions policières constituent le revers de la médaille de l'accord avec la Tunisie, qui, au final, ne rapporte rien à l'Europe mais coûte un milliard d'euros.

Texte et photographie : HJ Hunter

De nombreuses raisons peuvent nous pousser à vouloir échapper à notre quotidien et à nous languir d'un endroit où nous aimerions être. L'industrie du voyage joue sur notre tendance inconsciente à l'évasion en nous promettant des expériences immersives et authentiques dans des destinations lointaines. L'attrait des complexes hôteliers de luxe aux noms retentissants, évoquant une atmosphère royale, exotique et assurément insouciant, devrait nous inciter à cliquer sur le bouton « Je réserve ».

Lors de mon voyage le long de la côte tunisienne (première quinzaine d'octobre 2025), j'ai constaté que la plupart de ces complexes hôteliers de luxe sont situés dans une enclave sécurisée, avec des voies d'accès réservées aux voyageurs et des contrôles de sécurité sur les fourgonnettes des fournisseurs. Ces contrôles de police visent également à dissimuler aux touristes un autre groupe de voyageurs : les migrants « noirs », principalement originaires d'Afrique de l'Ouest, parfois installés depuis des années et ayant tenté à plusieurs reprises de rejoindre l'Italie. La Tunisie est un pays devenu économiquement dépendant du tourisme et ne peut se permettre de ternir son image de destination de vacances sûre et insouciant.

J'ai effectué ce voyage principalement pour constater par moi-même les conditions de survie des migrants en Tunisie. Cependant, dans ce reportage photo, j'ai choisi un concept plus large pour dépeindre la réalité schizophrénique de la bande côtière. Tandis que les touristes européens s'évadent de leur quotidien pour profiter de vacances balnéaires abordables et luxueuses, les migrants risquent leur vie depuis une plage un peu plus éloignée pour rejoindre l'Europe. Ces mondes contrastés gravitent autour l'un de l'autre, tels des pôles opposés le long du littoral. Le touriste reste dans son cocon sécurisé et tout compris, et croise tout au plus quelques femmes mendiant dans la rue. Pour se divertir, ils naviguent le long de la côte à bord d'un faux bateau pirate qui pourrait bien être la coque d'un jeu de Lego. Ou bien, ils enfilent un gilet de sauvetage et se laissent tirer sur la mer par un hors-bord avec leurs proches sur une banane gonflable. La ressemblance avec l'image désormais familière des migrants africains dans des canots pneumatiques, les jambes de chaque côté de cylindres gonflés pour assurer leur équilibre, est flagrante. En même temps, le contraste entre les deux types de voyageurs est on ne peut plus frappant.

Le touriste moyen n'a aucune idée du drame qui se joue à deux pas de son hôtel. Si l'Afrique « sombre » apparaît à ses yeux, c'est sous forme d'attraction touristique et dans une représentation enfantinement naïve. Par exemple, près de Sousse, il existe un zoo conçu comme un grand village africain où des Zoulous sud-africains arrivés par avion jouent de la musique et dansent pour et avec les visiteurs. Sur la côte, près de la ville de Bekalta, j'ai visité un espace sportif et récréatif couvert avec des attractions foraines, richement décoré d'éléphants, d'une girafe et d'un singe à la barbe flottante artificielle. Mais le clou du spectacle était le centre commercial Safari, situé à proximité de complexes hôteliers de luxe, dans une enclave touristique près de Monastir. Il dépeint une Afrique primitive faite de guerriers

robustes, d'animaux sauvages et de danseuses, dont certaines seins nus. On dirait que l'architecte s'est inspiré de bandes dessinées désuètes et pleines de clichés sur l'époque coloniale du continent africain.

En raison des contrastes entre riches et pauvres, blancs et noirs, faux et réel, entre le conte de fées feutré et la dure réalité, et parce que le gouvernement tunisien fait tout son possible pour masquer la douloureuse histoire des Africains « noirs » dans leur pays, j'ai voulu réunir visuellement ces deux mondes dans cette histoire.

À quoi ressemble le monde des migrants en Tunisie ? Et que vivent-ils au quotidien ? Au lieu d'une vie meilleure en Europe, ils se retrouvent bloqués sur les côtes tunisiennes, sans nourriture, sans eau, sans argent, sans aide humanitaire, sans soins médicaux et sans logement. Parmi les dizaines de milliers de migrants se trouvent ceux que l'on appelle des « chercheurs de fortune », mais il y a aussi de « véritables demandeurs d'asile » qui ont fui la guerre dans leur pays, comme des Soudanais et des Syriens.

Il est interdit de porter assistance aux migrants sous quelque forme que ce soit. Des dizaines de travailleurs humanitaires nationaux et internationaux ont déjà été arrêtés et accusés de participer à une organisation criminelle. Les équipes de tournage se voient refuser l'autorisation de filmer depuis le printemps 2025. Le gouvernement tente ainsi de dissimuler les méthodes violentes employées pour intercepter les bateaux à destination de l'Europe et expulser les migrants arrêtés vers la Libye et l'Algérie voisines.

Malgré l'interdiction, des journalistes ont réussi à filmer en secret. Le reportage d'Arte de juillet 2025 révèle que l'approche du gouvernement est totalement en deçà du traitement respectueux et humain convenu dans l'accord migratoire de 2023 avec l'Europe. Les garde-côtes rôdent sur des bateaux surchargés, parfois de fabrication artisanale, et tentent de les faire chavirer. Des images filmées par des migrants montrent des garde-côtes tentant de renverser un bateau et des agents frappant les occupants paralysés à coups de bâton. On entend une mère crier après son bébé. Des migrants ayant vécu la même chose m'ont raconté que les garde-côtes continuent ainsi jusqu'à ce qu'un bateau gîte et coule. Ces témoins ont vu des migrants à la dérive disparaître dans les vagues. Eux-mêmes ont survécu à cette horreur, ont été arrêtés, ramenés à terre et immédiatement expulsés.

L'approche à terre est tout aussi violente. La Garde nationale traque les migrants dans les villes et dans les camps entre El Amra et la ville portuaire de Sfax. Ce que la police rase et brûle, les migrants le reconstruisent. C'est pourquoi la répression s'est délibérément intensifiée depuis l'été 2025. Presque chaque semaine, des bulldozers détruisent les abris de fortune sous les oliviers, faits de meubles, de matelas, de couvertures et de bâches en plastique mis au rebut. En entrant à El Amra, j'ai vu un convoi de huit bus de police, trois bulldozers et deux autocars prêts pour une nouvelle chasse à l'homme.

Tous les migrants arrêtés subissent le même sort : d'abord, la police confisque tous leurs biens (argent, téléphones, documents). Puis, en silence, menottés et courbés, ils sont contraints de monter à bord d'autocars qui les attendent. Leur destination est la frontière avec l'Algérie ou la Libye, où ils sont poursuivis dans le désert à coups de matraque. Selon un article du Guardian de septembre 2024, les femmes sont systématiquement violées par des agents de la Garde nationale. Si la police n'a pas déjà vendu les détenus à une milice qui les attend à la frontière, les migrants entament un voyage de retour de plusieurs semaines vers leurs anciens foyers sur la côte tunisienne, sans eau ni nourriture. Beaucoup meurent, et les survivants n'ont d'autre

issue que de tout recommencer et d'économiser pour une nouvelle tentative de traversée de la Méditerranée. Arriver jusqu'ici leur a coûté trop cher, à eux et à leurs familles, et l'échec n'est pas envisageable.

Comment les migrants gagnent-ils l'argent nécessaire pour survivre, maintenant que toutes les organisations humanitaires se sont retirées ? Bien qu'employer un migrant soit illégal, dans les grandes villes, on voit des hommes travailler sur des chantiers de construction, réparer des voitures dans des garages ou fournir des petits boulots à des entrepreneurs ou à des particuliers. Les chômeurs peuvent encore ramasser des bouteilles d'eau vides dans les abondantes ordures jonchant les rues. Au bout du compte, cela ne rapporte que quelques euros de dépôt, insuffisants pour vivre. Les femmes trouvent parfois du travail dans des cafés ou des restaurants. Des mères avec de jeunes enfants mendient à la mosquée ou sur le trottoir d'une rue commerçante, tandis que d'autres offrent des services sexuels sur des routes d'accès plus isolées. Certains, dans le besoin, sollicitent un petit don de leur famille. Il existe un fort sentiment de communauté. Quiconque possède quelque chose le partage avec les autres, quelles que soient la langue ou les différences tribales. La coopération est essentielle à la survie du groupe. Parallèlement, des personnes meurent régulièrement de malnutrition, de déshydratation, de maladie et de manque de soins médicaux. On appelle alors une ambulance pour récupérer le corps.

S'il existe certes des citoyens tunisiens qui se soucient du sort des migrants et, malgré l'interdiction, continuent de leur donner de la nourriture ou de l'argent, on observe aussi d'innombrables exemples de racisme au quotidien. Les gens se bouchent ostensiblement le nez au passage et évitent tout contact physique. Les migrants se voient refuser l'accès aux taxis et ne sont pas les bienvenus dans les magasins et les cafés. Plusieurs personnes m'ont fait part, de manière indépendante, de vols commis dans les rues par de jeunes Tunisiens.

Ces conditions inhumaines constituent le revers de la médaille de l'accord avec la Tunisie, qui a rapporté plus d'un milliard d'euros au gouvernement. Les responsables politiques européens en sont conscients et appellent consciencieusement le président dictatorial à mieux respecter les droits humains. Mais jusqu'à présent, ils n'ont rien fait pour mettre fin aux violences.

Un cynique pourrait arguer que cette approche fonctionne, car presque plus aucun bateau n'atteint l'île italienne de Lampedusa depuis la Tunisie. Un réaliste pourrait affirmer que l'accord sur les migrants est un échec. La répression n'a fait qu'accroître l'afflux de migrants en provenance de Libye en Italie. Selon un article récent de Trouw, cela représente une augmentation de 66 % en un an. Selon la correspondante étrangère Faïrouz Ben Salah : "On peut tenter de chasser les migrants par des systèmes sophistiqués de contrôle aux frontières, des arrestations inexplicables, des expulsions, la torture, la traite d'êtres humains, la famine ou l'esclavage – la Tunisie et la Libye ont toutes deux une réputation désastreuse à cet égard – mais cela détruit des milliers de vies sans, au final, réduire le nombre de migrants arrivant en Europe."

Les migrants du camp 24, près d'El Amra, ont tous déclaré continuer à tenter d'atteindre l'Europe. Ils forment un noyau dur, certes décroissant, mais qui refuse d'abandonner malgré tout. Pourtant, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui fait partie du HCR, a enregistré une augmentation du nombre de migrants demandant à bénéficier du programme de retour financé par l'Europe ces deux dernières années. Cela a entraîné des délais d'attente de six mois ou plus. Les personnes inscrites sur la liste d'attente doivent se débrouiller seules pendant toute cette période.

Abdoul fait partie des migrants qui souhaitent rentrer. Il était à la terrasse d'un café sur la plage de Mahdia et m'a demandé si je voulais boire un verre. Depuis deux semaines, je n'avais pas vu d'Africain à la peau foncée sur les plages touristiques, et voilà qu'un jeune homme joyeux, très détendu, servait les clients en français et en arabe. Il jouait au football avec les enfants d'une famille tunisienne, qui semblaient bien le connaître.

Ce n'est que plus tard que j'ai réalisé que j'avais vécu quelque chose de parfaitement normal – la diversité dans un lieu de vacances – comme exceptionnel. Presque une anomalie, comme si cette personne à la peau foncée n'avait pas sa place là. C'était horrifiant de voir avec quelle rapidité mon propre cerveau avait normalisé l'apartheid en Tunisie. Et en même temps, j'espérais qu'il y avait encore des citoyens qui, malgré la répression, pouvaient le considérer comme un être humain. Et, bien sûr, comme une main-d'œuvre très bon marché.